

## Hans Stöckli, la force bilingue est en lui

Elu en 2011, le socialiste biennois repart pour un tour. Pour défendre sa région, affirme-t-il



Hans Stöckli, ici en discussion avec la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, siège aux Etats depuis 2011.  
Keystone

*Stéphane Devaux*

Il en faut davantage pour déstabiliser le sénateur Hans Stöckli. Davantage que l'appel du Parti socialiste autonome à ne pas voter pour lui, mais plutôt pour sa colistière, la Verte Christine Häslar. «Cela m'a fait plaisir pour elle; c'est une femme et c'est une bonne candidate», ajoute-t-il, le sourire à peine crispé. Reste qu'il a été surpris, ce d'autant que le PSA «n'a pas jugé utile de discuter avec moi, de me donner l'occasion de m'exprimer. Mais je peux m'imaginer que ses électeurs me mettront quand même sur leur bulletin et que le parti me soutiendra au deuxième tour.»

Et sa surprise est encore allée croissante lorsqu'il a appris que ce même PSA recommandait d'opter, au Conseil national, pour la liste féminine (et alémanique) du parti à la rose, plutôt que pour la liste francophone, constituée de représentants de Bienne et du Jura bernois. «Que ceux qui insistent pour que la partie francophone du canton soit représentée au National ne profitent pas pour promouvoir cette liste, c'est quand même étonnant», note l'ancien maire de Bienne, qui veut plus que jamais s'affirmer comme «la force bilingue».

### **Lobbyiste du canton**

Oh, il sait très bien pourquoi il n'entre pas dans les bons papiers du PSA. Il se serait rendu coupable, aux yeux des autonomistes, d'une défense un peu molle de l'initiative cantonale demandant que soit garantie dans la Constitution fédérale la présence au Conseil national des minorités linguistiques de tous les cantons multilingues. «Mais personne ne soutenait ce texte. Même Fribourg, le Valais et les Grisons ne voulaient pas en entendre parler. Qu'est-ce que je pouvais faire, dans ces conditions?»

Le socialiste biennois, qui siège aux Etats depuis 2011 après être entré au National en 2004, reste malgré tout intimement convaincu qu'il a tout pour être le meilleur avocat des francophones. Fondateur du groupe interparlementaire multilingue, qui réunit des élus de tous bords, il se qualifie de lobbyiste du multilinguisme. Mais aussi du canton de Berne. «J'ai toujours voté en faveur des intérêts du canton; je me suis engagé pour l'industrie horlogère – ce qui prouve que mes barrières idéologiques ne sont pas insurmontables –, pour le Parc de l'innovation, pour le tunnel de Gléresse», martèle-t-il, en rappelant qu'il est également président de la destination touristique Jura-Trois-Lacs.

## **Un ticket qui fonctionne**

Pourtant, à 63 ans (il est né le 12 avril 1952), 36 ans après avoir entamé son cursus politique (en 1979 comme conseiller de ville), Hans Stöckli aurait pu dire «stop!». Face au large soutien de son parti, mais aussi bien au-delà (un comité de représentants de l'économie, comportant des personnalités comme Jean-Daniel Pasche, Ulrich Roth, Denis Grisel ou encore Jean-Daniel Gerber, s'est constitué pour défendre sa candidature), il a toutefois décidé de briguer un second mandat au «Stöckli», puisque c'est ainsi qu'en Suisse alémanique, on nomme le Conseil des Etats.

Avec pas mal d'atouts dans sa manche: «Chaque élection comporte des risques, mais je suis sortant, ce qui est toujours un avantage; par ailleurs, je ne crois pas que la population veuille d'une représentation monocolor: deux hommes, deux bourgeois, deux habitants de l'Oberland.» Sous-entendu, son collègue actuel, le PBD Werner Luginbühl, de Krattigen, au-dessus de Spiez, et le poulain de l'UDC, le conseiller national Albert Rösti, natif de Kandersteg, maire d'Uetendorf, à côté de Thoune.

## **Défendre les bilatérales**

Mieux, l'analyse des votes prouve que le tandem Stöckli-Luginbühl est plus soudé que ne le serait la paire bourgeoise Luginbühl-Rösti. «Sur de nombreux sujets, le vote bernois aux Etats a été unanime, qu'il s'agisse d'immigration, d'asile, d'Europe, d'énergie ou encore de la défense de notre Etat de droit. Nous avons aussi défendu tous les deux la loi sur le Swissness, si importante pour l'économie du canton et de la région.»

Ce sont, fort logiquement, sur les questions sociales que les divergences de vue entre les deux sénateurs sont apparues, Hans Stöckli ayant défendu, en bon socialiste, les initiatives sur le salaire minimal ou sur la caisse publique. «Sur l'initiative 1/12, en revanche, je me suis abstenu», complète-t-il.

Enfin, en matière de politique européenne, celui qui a dirigé la ville de Bienne (et ses finances) de 1990 à 2010 rappelle qu'en 1994, deux ans après le non du pays à l'EEE, le taux de chômage avait atteint 10% dans sa ville. «Il a fallu les accords bilatéraux avec l'Union européenne pour que l'on passe de la stagnation à la croissance», insiste-t-il.

Il craint qu'en cas d'abandon de ce lien fort avec le Vieux-Continent, les délocalisations ne se multiplient. Et, avec elles, les pertes d'emploi. «Les accords bilatéraux, ce ne sont pas les enfants du PS. Malgré tout, nous les défendons avec conviction. Oui, c'est vrai, dans ce domaine, je défends la politique de Didier Burkhalter (réd: membre du PLR)», conclut-il.

## **Remonté contre l'attitude de l'UDC sur l'asile**

S'il estime sa position plus confortable qu'en 2011 (et même s'il n'échappera pas à un second tour), Hans Stöckli est bien incapable de dire aujourd'hui quelle influence aura l'important afflux de réfugiés en Europe sur le comportement des électeurs. «Werner Luginbühl et moi partageons l'avis que l'UDC fait tout pour exploiter cette situation, unique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais sans proposer de solutions.»

Le socialiste biennois étale ses dires: «L'UDC ne cesse de parler de chaos. Mais il n'y a aucun chaos en Suisse. Au contraire, nous sommes dans les chiffres budgétisés l'an dernier, soit environ 29000 réfugiés. Et la coordination entre Confédération, cantons et communes fonctionne très bien. Président de la Conférence des directeurs cantonaux de justice et police, Hans-Jürg Käser fait un travail remarquable pour maintenir un large consensus.»

Encore plus remonté, il s'empare contre cette idée de moratoire sur les demandes d'asile, demandée par voie de motion par cette même UDC. Il se félicite que cette proposition, «contre toute conscience et droit humanitaire», n'ait reçu aucun soutien des autres formations dans les deux Chambres. Il déplore par contre que le parti de Toni Brunner ait décidé de lancer un référendum contre la nouvelle loi sur l'asile, acceptée, «malgré la situation tendue», à une large majorité des parlementaires.

«Ce référendum ne contribue pas à la recherche de solutions», lance-t-il, conscient que la Suisse «ne peut pas donner abri à toute la Terre». Mais aussi que notre pays ne peut résoudre cette crise seul. «Heureusement que nous faisons partie des accords Schengen-Dublin. Il faut maintenant compléter ces accords et faire en sorte qu'ils puissent être appliqués.»

## **Avec onze candidats, il y aura immanquablement deux tours**

**Le 15 novembre** Ils sont en tout 11 à briguer un des deux sièges dévolus au canton de Berne à la Chambre haute. Ce qui, dans un système majoritaire à deux tours, devrait obliger les électeurs de ce canton à retourner aux urnes le 15 novembre. Compte tenu de l'éparpillement des voix, on voit en effet mal deux candidats obtenir la majorité absolue. C'est en tout cas ce qui s'était passé en 2011 (10 candidats), où le mieux placé à l'issue du premier tour de scrutin, l'UDC Adrian Amstutz, avait récolté 39,9% des suffrages. Ce qui ne l'avait pas empêché d'être devancé au final par Werner Luginbühl (PBD) et Hans Stöckli (PS).

**Trois sur onze** Ils sont 11, mais les observateurs de la vie politique bernoise s'accordent pour résumer cette élection à une bataille à trois. Un raisonnement qui nous semble solide. Aussi avons-nous décidé de vous présenter les trois principaux protagonistes: les sortants Hans Stöckli (63 ans, voir ci-dessus) et Werner Luginbühl (57 ans), ainsi que le «challenger» de l'UDC, l'actuel conseiller national Albert Röstli (48 ans). Les portraits-interviews de ces deux hommes paraîtront dans une toute prochaine édition.

**Trois femmes** Parmi les huit autres candidats, trois candidates, qui, logiquement, devraient se classer derrière le trio de tête. Il s'agit de Claudine Esseiva (37 ans) pour le Parti libéral-radical, de Christine Häsler (52 ans) pour les Verts et de Marianne Streiff-Feller (58 ans) pour le Parti évangélique. Toutes trois sont aussi en lice pour le Conseil national, où Christine Häsler et Marianne Streiff siègent déjà. La première, établie dans l'Oberland, a remplacé Alec von Graffenried au début de la session de juin. Quant à la seconde, établie près de Berne, elle occupe le seul siège bernois du PEV.

**Libérale libérée?** La candidate PLR Claudine Esseiva, pour sa part, fait ses premiers pas en politique dans le canton de Berne. Secrétaire générale des femmes libérales-radicales, cette Fribourgeoise bilingue de 37 ans, aujourd'hui établie dans la Ville fédérale, a une formation d'économiste d'entreprise. Partisane d'un système économique libéral, cette jeune maman s'engage pour une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale.

Les photos d'elle sur son site, où elle pose tantôt avec un ordinateur, tantôt avec un biberon et une peluche, sont révélatrices de cette volonté de changer l'image du sénateur sévère et plutôt avancé en âge. Y parviendra-t-elle? On dira que, de toute façon, le PLR bernois n'a pas grand-chose à perdre dans l'aventure. En 2011, même avec un candidat comme Christian Wasserfallen, confortablement réélu au Conseil national, le parti du centre-droit avait échoué au cinquième rang, avec plus de 40 000 voix de retard sur le candidat écologiste.

**Valeur sûre** Les Vert'libéraux seront-ils en mesure de jouer les trouble-fête? Ils ont en tout cas choisi de miser sur une de leurs valeurs sûres, l'entrepreneur oberlandais Jürg Grossen, 46 ans, conseiller national sortant. En 2011, cette formation ne s'était pas présentée aux Etats.

**Figuration** Les quatre prétendants restants ne devraient pas se mêler à la lutte pour un fauteuil de sénateur. Dans l'ordre, les deux candidats du Parti pirate, Jorgo Ananiadis, 45 ans, et le Seelandais Denis Simonet, 30 ans, domicilié à Ipsach, ainsi que deux candidats se présentant hors des partis traditionnels: Josef Rothenfluh, 58 ans, de Longeau, parteifrei.ch (qui avait obtenu un peu plus de 5300 suffrages en 2011), et l'inclassable Bruno Moser, de Bienne, autrefois établi à Orvin, dont il avait brigué la mairie. Après avoir été candidat au gouvernement cantonal...

**Majorité simple** Tous ces candidats pourront se représenter au second tour s'ils le désirent. Il est même envisageable de lancer de nouvelles candidatures à cette occasion. L'élection se fera alors à la majorité simple. En clair, les deux candidats ayant obtenu les meilleurs scores seront élus pour représenter le canton de Berne au «Stöckli».